

ROYAUME DU MAROC

MAITRE D'OUVRAGE

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

Dossier d'Appel d'Offres Ouvert International

sur offres de prix

N° 105 /2024

Objet de l'Appel d'Offres :

Location, sans option d'achat de véhicules neufs pour
le compte de l'Office de la Formation Professionnelle et
de la Promotion du Travail (OFPPT), lot unique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Article 1. OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| Article 2. MAITRE D'OUVRAGE | 4 |
| Article 3. DEFINITIONS..... | 4 |
| Article 4. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS | 4 |
| Article 5. JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ... | 5 |
| Article 6. CAUTIONNEMENT PROVISoire..... | 8 |
| Article 7. OFFRE FINANCIERE | 8 |
| Article 8. OFFRE TECHNIQUE | 9 |
| Article 9. CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS..... | 9 |
| Article 10. OFFRE VARIANTE..... | 9 |
| Article 11. COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES | 9 |
| Article 12. DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS | 10 |
| Article 13. MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT. . | 10 |
| Article 14. DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS. | 11 |
| Article 15. RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS. | 11 |
| Article 16. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 11 |
| Article 17. LANGUE DE L'OFFRE | 12 |
| Article 18. MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES | 12 |
| Article 19. DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES..... | 12 |
| Article 20. PROSPECTUS, NOTICES OU AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES | 12 |
| Article 21. EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS)..... | 13 |
| Article 22 : PREFERENCE NATIONALE | 16 |

Article 1. OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet : Location, sans option d'achat, de véhicules neufs pour le compte de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21, du décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au le décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

Article 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

Article 3. DEFINITIONS

Au sens du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics on entend par :

1. **Attributaire** : le concurrent dont l'offre a été retenue avant que l'approbation du marché ne lui soit notifiée ;
2. **Autorité compétente** : l'ordonnateur ou la personne déléguée par lui à l'effet d'approuver le marché ou toute autre personne habilitée à cet effet par un texte législatif ou réglementaire ;
3. **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui participe à un appel à la concurrence dans sa phase antérieure à la remise des offres ou à une procédure négociée avant l'attribution du marché ou qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
4. **Groupeement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique, dans les conditions prévues à l'article 150 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
5. **Maître d'ouvrage** : l'autorité compétente ou toute personne désignée par elle en vertu d'une décision à l'effet d'assurer la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

Article 4. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

1. **Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :**

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

- c) Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociales ou à un autre régime particulier de prévoyance sociales, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de ces organismes ;
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- a) Les personnes en liquidation judiciaires ;
- b) Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaires compétente ;
- c) Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- d) Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- e) Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- f) Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Article 5. JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A- Dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas
 - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) la déclaration sur l'honneur ;
- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire est souscrit dans les conditions de l'article 150 du décret 2-22-431.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

+ La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d) Copie de la décision d'exploitation de l'agence de location de voiture sans chauffeurs délivrée en vertu des textes suivants : le décret n°2.69.351 du 27 moharrem 1390 (4 avril 1970) fixant les conditions d'exploitation des voitures automobiles louées sans chauffeur tel qu'il a été modifié et complété ; le cahier des charges n°2528 DTR/DT/TIR du 1er décembre 1997 relatif à l'exploitation des établissements de location de voitures automobiles sans chauffeur.

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, **pour les concurrents non installés au Maroc.**

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B. Le Dossier technique :

- o Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation. Cette note doit également préciser l'adresse des implantations du concurrent dans les diverses régions du Royaume (succursales et autres structures) avec précision de la nature juridique de la structure et les références des actes y afférents (Extrait de registre de commerce, n° de titre foncier, n° d'enregistrement d'acte de location...). Il est recommandé de se référer au model présenté en Annexe
- o Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées ;

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

La ou les pièces justifiant les capacités financières du concurrent :

Attestations du chiffre d'affaires ou leurs copies certifiées conforme délivrée par les services de l'administration fiscale, des trois dernières années 2021-2022 et 2023.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
2. S'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.
La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.
La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est une auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an ;

2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.
La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

Article 6. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de Cent soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-huit dirhams et quatre-vingt centimes (174.988,80 dirhams).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret précité ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret précité ;
- Si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret précité.

Article 7. OFFRE FINANCIÈRE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

1. l'acte d'engagement

Par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

2. Le Bordereau des prix-détail estimatif

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellé en chiffre.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 8. OFFRE TECHNIQUE

Le concurrent est tenu de présenter une offre technique conformément aux dispositions de l'articles 31 du décret précité, elle porte notamment sur :

- Un descriptif détaillé du système d'information dont dispose le soumissionnaire pour le suivi régulier de la gestion du parc-auto loué (Opérations d'affectation, Réparation, Accident, Régularité des entretiens, La visite technique, Assurance etc. ...) ;
- Une note présentant le dispositif de servies-après et qualité de l'assistance technique : moyen mobilisé dans le cadre du marché, nombre et adresses des sites des ateliers de réparation et d'entretien détenus en précisant ceux détenues en propre de ceux agréés/désignés par le concurrent. **Cette note doit être accompagné des pièces justificatives (Convention de partenariat/acte d'agrément/décision ou acte de désignation pour les ateliers conventionnés ; titre foncier/contrat de location pour les ateliers en gestion propre).**
- Les certificats de qualité ou leurs copies certifiées conformes à l'original (Copie des certificats en cours de validité) ;

Article 9. CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

9.1-Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 5 du présent règlement, les prospectus et fiches techniques, une offre technique, une offre financière.

9.2 - Une offre financière qui comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.
- b) Le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Article 10. OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

Article 11. COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres ouvert international comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert international ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Un exemplaire du cahier définissant les spécifications Techniques des véhicules
- d) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- e) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- f) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- g) Le présent règlement de la consultation.

Article 12. DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

Article 13. MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément aux dispositions de l'article n°22 § 7 et 8 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du 1) de l'article 23 du décret précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doit être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Article 14. DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS.

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n° 2.22.431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires, les plis doivent être transmis **exclusivement** par voie électronique via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma. Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

Article 15. RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS.

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues au présent chapitre et avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.

Article 16. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de (60) soixante jours qui commence à courir, selon le cas, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis ou de la date de signature du marché par l'attributaire dans le cas d'un marché négocié.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage.

Article 17. LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et le maître d'ouvrage seront rédigés en langue arabe ou française.

Article 18. MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité le dirham et la monnaie dans laquelle doivent être exprimées les prix des offres présentées par les soumissionnaires. Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en euros ou en dollars-USA.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères seront convertis en dirhams.

Cette conversion doit s'effectuer sur la base des cours vendeur du dirham en vigueur donné par Bank Al Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédente, celle des jours d'ouverture des plis.

Article 19. DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre au maître d'ouvrage qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 20. PROSPECTUS, NOTICES OU AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES

Les concurrents sont tenus de présenter les prospectus, notices ou autres documents techniques pour l'ensemble des articles objet des présents appels d'offres. A ce titre, les spécifications techniques de desdits articles doivent être renseignés conformément au canevas en annexe du cahier des prescriptions spéciales et ce en faisant ressortir les caractéristiques des articles proposées par le concurrent, leurs marques et leurs références.

L'ensemble des documents précités doivent être cachetés sur toutes les pages et portant le numéro de l'appel d'offres et de l'item correspondant. En cas de groupement ces documents sont à signer par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'ensemble de ces documents sont mis dans un pli distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis auprès du Service de Marchés de l'OFPPT contre délivrance d'un accusé de réception ou remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres, conformément à l'article n°37 du décret. Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques ».

La documentation présentée par les concurrents doit être rédigée de préférence **en langue française**.

Article 21. EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS ;

Les dossiers des concurrents sont évalués conformément aux dispositions des articles 39, 40, 41 42,43 et 44 décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

1ère Phase : Evaluation des capacités techniques et financières

Les concurrents n'ayant pas présentés les pièces exigées au niveau des dossiers administratifs et techniques seront écartés.

Pendant cette phase, il sera procédé à l'évaluation des offres sur la base des éléments contenus dans les dossiers techniques des concurrents, et une note technique « NA » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème motionné ci-après (**Les offres qui obtiendront une Note « NA » strictement inférieure à 80 points seront écartées**) :

| Rubrique | Note technique « NA » Maximale /100 points |
|---|---|
| Les attestations ou leurs copies certifiées à l'original (Attestation plus de 8.000.000 DH H.T annuel) délivré par les maitres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées. (2021 et postérieurs) ✓ Nombre d'attestations = 2 (10 pts) ✓ Nombre d'attestations = 3 (20 pts) ✓ Nombre d'attestations > = 4 (35 pts) | 35 |
| Chiffre d'affaire « CA » (En millions de dirhams) : ✓ CA <= 50 (10 pts) ✓ 50 < CA <= 100 (20 pts) ✓ CA > 100 (30 pts) | 30 |
| Implantation régionale selon l'organisation territoriale du Royaume : Plateformes de contact et de gestion de la relation clients (Ces structures doivent correspondre à une implémentation effectif du concurrent : Succursale, agence...) ✓ Nombre de régions Administratives < = 6 (00 pts) ✓ 6 > Nombre de régions Administratives < 10 (15 pts) ✓ Nombre de régions Administratives = > 10 (35 pts) NB : Les implémentations doivent être identifiées au niveau de note sur les moyens humains et techniques du concurrent. Seules seront pris en compte les implémentations précisant l'adresse des locaux et les références des actes juridiques justifiant l'exploitation. | 35 |
| Total Note « NA » = | 100 |

Principe de notation :

Les notes seront réparties de la manière suivante :

1. **Nombre d'attestation de référence d'un montant de plus de 8 000 000 DH HT (au titre de l'année 2021 et postérieurs) ;**
 - ✓ **10 points** à l'entreprise présente **02 attestations** de référence d'un montant de plus de 8 Mdhs HT annuel;
 - ✓ **20 points** à l'entreprise présente **03 attestations** de référence d'un montant de plus de 8 Mdhs HT annuel;
 - ✓ **35 points** à l'entreprise présente **04 attestations** ou plus de référence d'un montant de plus de 8 Mdhs HT annuel.
2. **Chiffre d'affaire : 30 points attribués comme suit :**
 - ✓ **10 points** à l'entreprise qui a réalisé un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à **50 MDH** ;
 - ✓ **20 points** à l'entreprise qui a réalisé un chiffre d'affaires annuel supérieur à **50 MDH** et inférieur ou égal à **100 MDH** ;
 - ✓ **30 points** l'entreprise qui a réalisé un chiffre d'affaires annuel supérieur à **100 MDH**.
3. **Implantation régionale des représentations : 35 points attribués comme suit :**
 - ✓ **0 points** au candidat ayant un nombre de représentations inférieur ou égal à **6** régions administratives du royaume ;
 - ✓ **15 points** au candidat ayant un nombre de représentations supérieure à **6** et inférieur à **10** régions administratives du royaume ;
 - ✓ **35 points** au candidat ayant un nombre de représentations strictement supérieur ou égal à **10** régions administratives du royaume.

NB : Les implémentations doivent être identifiées au niveau de note sur les moyens humains et techniques du concurrent. Seules seront pris en compte les implémentations précisant l'adresse des locaux et les références des actes juridiques justifiant l'exploitation.

Tout concurrent ayant obtenu la note « NA » supérieure ou égale à 80/100 est admis à la 2^{ème} phase.

2^{ème} Phase : Evaluations des prospectus et autres documents techniques des concurrents retenus à la 1^{ère} phase

La conformité technique des offres sera appréciée, sur la base des documents présentés par le soumissionnaire et par rapport aux spécifications techniques des Véhicules demandés au niveau du CPS.

Tout article ne répondant pas aux spécifications techniques demandées sera déclaré non conforme. Les offres ayant proposés un ou plusieurs articles non conformes seront écartés.

La commission peut demander par écrit à un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs prospectus et autres documents techniques.

Tout concurrent, dont la conformité technique des véhicules proposés est jugée conforme, est admis à la 3^{ème} Phase.

3^{ème} Phase : Evaluation des offres techniques

Pendant cette phase, il sera procédé de l'évaluation des offres sur la base des éléments contenus dans les offres techniques des concurrents, et une note « NB » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème motionné ci-après.

La commission peut demander par écrit à un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leur offres techniques. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans ces offres

La commission peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou instituer une sous-commission pour analyser les offres techniques, dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 41 du décret précité.

| Rubrique | Note « NB » Maximale /100 points |
|---|-------------------------------------|
| Système d'information dont dispose le soumissionnaire pour le suivi régulier de la gestion du parc-auto loué (25 pts) | 25 |
| Servies-après-vente et qualité de l'assistance technique (60 pts) | 60 |
| Certification qualité (Copie des certificats en cours de validité) ✓ ISO 9001 (15 pts) | 15 |
| Total Note « NB » = | 100 |

Principe de notation :

Les notes seront réparties de la manière suivante :

1. Système d'information de suivi du parc : 25 points attribués comme suit :

- ✓ **25 points** au candidat qui utilise un logiciel de suivi pour la gestion de la flotte louée couvrant au minimum le périmètre fonctionnel suivant : Opérations d'affectation, Réparation, Accident, Régularité des entretiens, visite technique, Assurance.

2. Dispositif de services-après et qualité de l'assistance technique : 60 points attribués comme suit :

- ✓ **10 points** pour une offre proposant une gestion informatisée de la relation client avec un périmètre fonctionnelle couvrant au minimum (la gestion des réclamations, l'évaluation des interventions et la mesure de satisfaction client) ;
 - ✓ **10 points**/ Équipe dédiée au l'office avec un point de contact de niveau bac +5 ;
 - ✓ **40 points**/couverture nationale en atelier de réparation agréée /désigné :
 - **1 points** par atelier partenaire ou agréée par province/préfecture (les doublant « plusieurs ateliers dans la même province/préfecture » ne sont pas compter)
 - **2 points** par atelier gérer en propre par le concurrent au niveau d'une région administrative par Région = 2 points (les doublant « plusieurs ateliers dans la même Région » ne sont pas compter).
- NB : Dans le cas de cumule entre atelier agréée/partenaire et un autre gérer en propre au niveau de la région, les note ne sont pas cumuler. Seule la note de 2 relatif à l'atelier gérer en propre est comptabilisé.

NB : Seules seront pris en compte les implémentations précisant l'adresse des ateliers appuyés des actes juridiques justifiant l'exploitation (titre foncier, contrat de location, acte d'agrément, décision ou acte de désignation). A ce titre, il est impératif de présenter les pièces justificatives (Convention de partenariat/acte d'agrément/décision ou acte de désignation pour les ateliers conventionnés ; titre foncier/contrat de location pour les ateliers en gestion propre). L'évaluation portera sur les seuls centres dont l'offre a été appuyés par les pièces justificatifs.

3. Détention par le candidat d'une certification ISO 9001 (Copies des certificats en cours de validité) :15 points.

Tout concurrent ayant obtenu la note « NB » $\geq 80/100$ est admis à la 4^{ème} phase

4^{ème} Phase : Evaluation des offres financières des soumissionnaires retenus à la 3^{ème} phase

Conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques, des prospectus, notices, documents techniques et de leur offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issu de l'examen des dossiers administratifs et techniques, prospectus, notices et autres documents techniques, de l'offre technique et de l'offre financière économiquement la plus avantageuse.

Article 23 : PREFERENCE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 147 du décret n°2-22-431 précité une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

| | |
|--|---|
| <p>Etabli par :</p> <p><i>Salah LAAYAL</i> Chef de Service Logistique</p> | <p>Vérifié par le Service des Marchés :</p> <p><i>Abdelhak HAJJAJI</i> Chef de Service des Marchés</p> |
| <p>Le Maître d'Ouvrage WIDAD ELFERDOUSSE Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique P.I</p> | |
| <p>Lu et accepté</p> | |

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert international sur offres des prix n° du

Objet du marché : Location, sans option d'achat, de véhicules neufs pour le compte de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Passé par appel d'offres ouvert international en application de l'article 8 « marché reconductible », des alinéas 1 et 3 du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n° n° de taxe professionnelle.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital social de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....

N° de taxe professionnelle.....

N° d'identification fiscale.....

N° de l'identifiant commun de l'Entreprise.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

c) Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés :

Membre n°1 :

Membre n°2 :

Membre n°n :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons Prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés

a) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte
de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives),
Au capital social de.....
Numéro de téléphone :
Numéro du fax :
Adresse électronique :
Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :
Adresse du domicile élu :
Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....
Affiliée à la CNSS sous le numéro (5):
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (14) numéro (15) :
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;
Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en
objet de la partie A ci-dessus ;
Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que
comportent ces prestations :

- 1) Remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix-détail estimatif
et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au
dossier d'appel d'offres ;
- 2) M'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier
des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même
(nous-mêmes), lesquels font ressortir (1) :

Montants annuels:

- Montant hors TVA : (En lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA : (En pourcentage)
- Montant de la TVA : (En lettres et en chiffres)
- Montant total toutes taxes comprises : (En lettres et en chiffres)

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au
compte.....(la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon
nom (ou au nom de la société) à.....(localité) sous relevé d'identification bancaire
(RIB) numéro.....(1)

Fait à..... Le
(Signature et cachet du concurrent)

(1): Supprimer la mention inutile



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

3

6

Déclaration sur l'honneur (1)

Objet du marché : Location, sans option d'achat, de véhicules neufs pour le compte de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

A - Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (2) sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto- entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (5) numéro (6) :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B - Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS, sous le numéro:(7)

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro :
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (8) numéro (9) :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de
(dénomination de l'établissement).
Numéro téléphone :
Numéro du fax :
Adresse électronique :
Adresse du siège :
Affiliée à (10).....sous le numéro:
Inscrit au registre du commerce de (11)(localité) sous le numéro:
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise (7):
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro (7):
Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :
Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (12) numéro (13) :
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte
de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives),
Au capital social de.....
Numéro de téléphone :
Numéro du fax :
Adresse électronique :
Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :
Adresse du domicile élu :
Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....
Affiliée à la CNSS sous le numéro (5):
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (14) numéro (15) :
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. M'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a. À veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - b. À m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

→

Q

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;(16)
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
11. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

-
- 1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
 - 2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 - 3) Supprimer la mention inutile.
 - 4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 - 5) Supprimer la mention inutile.
 - 6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 - 7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 - 8) Supprimer la mention inutile.
 - 9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 - 10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 - 11) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.
 - 12) Supprimer la mention inutile.
 - 13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 - 14) Supprimer la mention inutile.
 - 15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions
 - 16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire

MODELE NOTE INDIQUANT LES MOYENS HUMAINS ET TECHNIQUES

DAL/DAG/Service Logistique

Dossier d'appel d'offre N°

/2024

LOGO/Marque

Raison sociale :

Date de création :

Domaines d'activités :

Société mère, le cas échéants :

Filiales, le cas échéants :

Références

| Objet | Prestations exécutées directement | Prestations exécutées en partenariat | Date | Montants des prestations exécutées directement | Montants des prestations exécutées en partenariat |
|-------|---|--|------|---|--|
|-------|---|--|------|---|--|

Moyens humaines

Organigramme :

Capital humain

Effectif :

Taux d'encadrement :

Expérience moyens :

Jr/Homme formation moyenne sur les 5 dernières années :

Moyens techniques

Taille de parc auto :

Listing des principaux logiciels de gestion :

Implémentation géographique des agences ou représentations :

| Région | Province/préfecture | Adresse | Nature juridique (agence, succursale...) | Références juridiques des justifiant l'exploitation (N° Titre foncier pour les locaux en propriété /N° d'enregistrement des contrats de bail pour locaux en location) |
|--------|---------------------|---------|--|---|
|--------|---------------------|---------|--|---|

Capacité du service après-vente :

| Région | Province/préfecture | Adresse | Liens juridique | Descriptif technique (superficie, équipements...) |
|--------|---------------------|---------|-----------------|---|
|--------|---------------------|---------|-----------------|---|